



09/02/2018 05:00:03

Le bien commun, nouveau credo des entreprises?

Arrêter de chercher le profit à tout prix et oeuvrer davantage en faveur du bien commun: le débat sur la finalité de l'entreprise agite le monde économique. Signe d'une évolution des mentalités ou simple rideau de fumée?

"Pour prospérer au fil du temps, toute entreprise doit non seulement produire des résultats financiers, mais également montrer comment elle apporte une contribution positive à la société": cette lettre, adressée en janvier aux grands patrons, ne provient pas d'une ONG, mais de Larry Fink, le dirigeant de BlackRock, premier gestionnaire d'actifs au monde assis sur plus de 6.000 milliards de dollars.

Quelques jours plus tard, au sommet de Davos, antre du capitalisme, Emmanuel Macron exhortait le secteur privé à "investir dans les biens communs comme la cohésion sociale, l'environnement ou encore l'éducation".

Ce discours trouve un écho particulier en France, où la question de la finalité de l'entreprise fait débat depuis que le gouvernement a annoncé son intention d'élargir l'"objet social" des entreprises pour y intégrer des références à l'intérêt général, dans le cadre de la future loi "Pacte" portée par le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

L'ancienne dirigeante de la CFDT Nicole Notat et le patron de Michelin Jean-Dominique Senard, mandatés pour plancher sur le sujet, doivent rendre leurs conclusions le 1er mars. Parmi les pistes évoquées figure la création d'un statut optionnel d'"entreprises de mission", sur le modèle des "benefit corporations" américaines.

"Ce discours sur la responsabilité sociétale des entreprises n'est pas nouveau, mais il se renforce", déclare à l'AFP Nicolas Vercken, de l'ONG Oxfam.

"La demande de responsabilité sociale date des années 1990", précise Pierre-Yves Gomez, professeur à l'EM Lyon et directeur de l'Institut français de gouvernement des entreprises. Mais la question des rapports entre entreprises et bien commun est aussi "vieille que le capitalisme", observe-t-il. "Régulièrement en période de crise, on se pose des questions."

Selon l'économiste, "on sort d'une période dite de financiarisation où l'actionnariat était supposé exercer le pouvoir dominant sur la gouvernance". Depuis la dernière crise financière, "on essaie de sortir de cette domination", poursuit-il.

Daniel Lebègue, président de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises, une organisation réunissant grands groupes, syndicats ou encore ONG, situe le début de "l'accélération du mouvement" à la fin 2015, quand s'est tenue à Paris la COP21: "C'est là



qu'une cohorte très importante d'acteurs bascule et dit: +on ne peut plus faire l'impasse sur le bien commun+."

Mais cette conversion, quand elle n'est pas juste le moyen de se refaire une virginité, "est d'abord dictée par un impératif de business", que ce soit en raison de menaces sur le modèle économique des entreprises ou sur leur image, estime Nicolas Vercken d'Oxfam. "Fondamentalement, l'intérêt de l'entreprise est de faire du profit."

Pour l'ONG, rien ne sert de compter sur la bonne volonté des entreprises; la régulation publique est la seule capable d'amorcer une démarche vertueuse parmi les acteurs économiques en légiférant, pour les contraindre à adopter certaines pratiques.

Une opinion que les entreprises, promptes à vanter leur engagement en faveur de la responsabilité sociale, rejettent. "Les initiatives viennent du terrain, la loi ne change rien", assène Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Medef.

"Ce qu'on peut reprocher aux vingt dernières années, c'est une gestion court-termiste", reconnaît le responsable patronal, observant que la publication des résultats imposée tous les trimestres aux entreprises cotées ne les pousse "pas à regarder le long terme", et donc à intégrer les contraintes environnementales ou l'inclusion des salariés dans leur stratégie.

Mais une nouvelle ère s'est ouverte, estime-t-il. "Ce sont les entrepreneurs, les hommes et les femmes, qui vont changer la société. Ce ne sont plus les politiques, ce ne sont plus les gouvernements, parce qu'ils ont un temps de retard" sur l'évolution du monde, affirme-t-il.

"Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui font le politique", convient Pierre-Yves Gomez. La mondialisation "a fait émerger des monstres de taille de mondiale qui dépassent la taille des Etats, sans véritable contrainte en termes de gouvernance", constate-t-il. Ces entreprises influencent "l'environnement bien davantage que les politiques publiques ou les politiques locales."

edy/ef/soe/LyS